

**Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1205
21 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 21 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ÉRYTHRÉE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministre des affaires étrangères de l'Érythrée, M. Haile Weldensae, prononcée devant les membres du corps diplomatique à Asmara, le 21 décembre 1998, au sujet de la réunion de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tenue les 17 et 18 décembre 1998 à Ouagadougou (voir annexe I). On trouvera en annexe le discours prononcé à la réunion par le Président de l'Érythrée, M. Isaias Afwerki (annexe II) et un extrait du communiqué publié par l'Organe central du Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de l'OUA à l'issue de sa quatrième session ordinaire, le 17 décembre 1998 (annexe III).

Permettez-moi d'appeler l'attention sur le fait que l'Érythrée est résolue à régler rapidement, de façon pacifique et conformément au droit, le conflit frontalier qui l'oppose à l'Éthiopie. À cette fin, elle coopère avec l'OUA qui, dans sa proposition d'accord-cadre, a ouvert la voie à un débat sur les questions relatives à un règlement pacifique du conflit.

L'Érythrée ne souhaite nullement engager une polémique avec les autorités éthiopiennes sur une propagande qui est sans rapport direct avec les propositions à l'examen. Les propos calomnieux, provocateurs et incendiaires tenus par le Gouvernement éthiopien dans l'aide-mémoire à caractère de propagande qu'il a distribué à tous les membres de l'Organe central et auprès du public avant la réunion de Ouagadougou et qui ont été repris dans le discours prononcé par le Premier Ministre éthiopien lors de la réunion appelaient une réponse de la part du Président et du Ministre des affaires étrangères de l'Érythrée. Leurs déclarations portent toutefois essentiellement sur des questions de fond.

Les mensonges, les provocations et les menaces proférés par les dirigeants éthiopiens à l'encontre de mon pays et de son gouvernement traduisent leur volonté de détourner l'attention du débat de fond au sein de l'OUA et de faire pression sur l'Érythrée pour la faire plier. Il est à croire que les dirigeants éthiopiens craignent les révélations que pourrait faire apparaître un débat de fond et qu'ils s'efforcent pour cette raison de faire échouer voire d'éviter le débat sur la teneur de la proposition d'accord-cadre de l'OUA, alors même que l'OUA et l'Érythrée le jugent indispensable. Va-t-on baisser les bras et accepter sans discuter l'interprétation que l'Érythrée donne des propositions de

l'OUA? Comme nous l'avons expliqué dans nos précédentes communications au Conseil de sécurité et comme il apparaît dans la déclaration du Ministre des affaires étrangères éthiopien en date du 11 novembre 1998 (S/1198/1061), l'Éthiopie affirme qu'elle a accepté la proposition d'accord-cadre, mais après s'être fait "préciser" certains éléments, précisions qui ne figurent pas dans les propositions de l'OUA. Pourquoi alors tenter de réduire l'Érythrée au silence en lui refusant le droit légitime de demander des éclaircissements sur certains amendements et certains autres points, un droit dont la délégation et l'Organe central de l'OUA ont pris note et qu'ils ont avec raison invité à exercer? La réponse est évidente : dès le début, l'Éthiopie a refusé systématiquement un débat de fond et tenté constamment d'éliminer de l'ordre du jour toute question ayant trait aux causes fondamentales du conflit frontalier (à savoir, la violation de la frontière établie clairement par traité et qu'elle refuse de reconnaître) et aux événements qui ont conduit au conflit (dont une enquête permettra de déterminer qu'elle en est indubitablement responsable). On ne peut pas, en permettant à l'Éthiopie de poser des conditions préalables destinées à faire diversion et à étouffer le débat, laisser ce pays faire obstacle au règlement pacifique et conforme au droit d'un différend frontalier qui peut être aisément réglé en délimitant les frontières sur la base de traités conclus de longue date.

L'OUA poursuit ses efforts et l'Érythrée coopère sans réserve avec l'organisation malgré toutes les tentatives de l'Éthiopie pour détourner le débat des questions soulevées dans la proposition d'accord-cadre par ses calomnies, provocations, obstructions et menaces.

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

ANNEXE I

Déclaration faite le 21 décembre 1998 par le Ministre
des affaires étrangères de l'État d'Érythrée devant
le corps diplomatique accrédité en Érythrée

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir répondu à notre invitation d'assister à cette réunion d'information sur le sommet de l'Organe central de l'Organisation de l'unité africaine qui s'est tenu à Ouagadougou le jeudi 17 décembre 1998.

Pour l'Érythrée, le sommet de l'Organe central était important car il nous offrait la tribune et l'occasion nécessaires pour expliquer en détail l'origine et la nature du conflit frontalier, les propositions constructives pour la paix que l'Érythrée a constamment défendues depuis l'éclatement de la crise ainsi que l'intransigeance de l'Éthiopie et son recours fréquent au langage de la force afin d'empêcher un dialogue utile pour parvenir à la paix.

L'exposé fait par l'Éthiopie au sommet, dont le meilleur résumé se trouve dans l'aide-mémoire que sa délégation avait distribué la veille, était truffé d'omissions délibérées, de déformations et de purs mensonges. Le régime éthiopien a évité de parler du fond du conflit : son recours à la force à Bada en juillet 1997, la carte illégale qu'il a publiée ou les incidents qui ont eu lieu entre le 6 et le 12 mai de cette année et qui ont précipité la crise. Au lieu de cela, il s'est efforcé de peindre l'Érythrée comme un pays qui "a le culte de la force" et qui "a tendance à intimider ses voisins". En fait, le Premier Ministre éthiopien a tout fait pour absoudre le régime du Front national islamique à Khartoum, en accusant l'Érythrée "de violer la Charte de l'OUA" dans ses relations avec le Soudan. Et bien que l'Éthiopie ait considéré les îles Hanish comme faisant partie intégrante de son territoire souverain après l'établissement de la fédération avec l'Érythrée et ultérieurement son annexion, le Premier Ministre éthiopien a eu l'audace d'accuser l'Érythrée de revendiquer ce territoire "sans raison ou justification suffisantes".

Mais rares sont ceux qui se laisseraient tromper par ces mensonges et ces stratagèmes transparents. L'exposé de l'Éthiopie a plutôt mis en évidence la vanité de ses accusations, et a jeté des doutes sérieux sur l'intégrité du régime.

Je ne souhaite pas prendre davantage de votre temps pour résumer la position de l'Érythrée sur le conflit, puisque vous la connaissez bien et que le texte du discours prononcé par le Président Isaias au sommet vous a déjà été distribué (voir annexe II).

Vous vous souviendrez également – comme d'ailleurs je vous en avais informé dans cette même salle à l'époque – que l'Érythrée avait communiqué son opinion préliminaire à la délégation de haut niveau lors du sommet de Ouagadougou le 8 novembre 1998. La substance de notre opinion initiale était que :

a) La délégation de haut niveau ne peut pas émettre un jugement avant d'avoir effectué une enquête sur tous les incidents qui ont abouti à la crise actuelle, comme il est stipulé au paragraphe 7 de l'Accord-cadre;

/...

b) La question de l'administration ne peut pas être dissociée de la question de la souveraineté.

Étant donné que les deux parties devaient soumettre leur opinion intégrale lors du sommet de l'Organe central ou avant celui-ci, l'Érythrée avait demandé une réunion avec le Secrétaire général de l'OUA afin d'obtenir des éclaircissements sur certains éléments essentiels de l'Accord-cadre et les rapports du Comité d'ambassadeurs de l'OUA, qui ne lui avaient jamais été communiqués intégralement, bien que des références à ces rapports aient été incorporées dans le document.

Le Secrétaire général s'est rendu à Asmara le 12 décembre. Le Gouvernement érythréen a ensuite soulevé un certain nombre de questions – dont une copie vous a été distribuée – concernant la localisation de Badme, la justification du "rétablissement de l'administration civile" si la zone en question est érythréenne et habitée par une population érythréenne, ainsi que l'objet d'effectuer une enquête si celle-ci n'a absolument aucune influence sur les conditions de règlement du différend.

Le Secrétaire général de l'OUA n'était pas en mesure de donner des éclaircissements sur ces demandes et il a expliqué que, pour des raisons à la fois de procédure et de compétence, elles devraient être examinées en séance plénière par le Comité avant le sommet.

Bien que les réponses à ces questions soient clairement essentielles pour que l'Érythrée puisse communiquer sa réaction, qui peut uniquement être fondée sur les éclaircissements qu'elle obtient, nous avons néanmoins soumis notre opinion par écrit le 15 décembre à la délégation de haut niveau afin de souligner notre engagement envers le processus de paix. Cette lettre vous a été distribuée; permettez-moi de vous lire les principaux paragraphes :

"Dans la section relative aux principes, l'Érythrée souscrit aux trois principes cardinaux, à savoir le règlement pacifique des différends, le rejet du recours à la force, et le respect des frontières coloniales. En ce qui concerne le dernier principe, toutefois, je souhaite attirer votre attention et celle de la délégation de haut niveau de l'OUA sur le fait que l'Érythrée demande que ce principe soit formulé en des termes précis et juridiques qui ne donnent lieu à aucune ambiguïté et ne se prêtent pas à des interprétations divergentes, ce qui pourrait entraver le travail technique de démarcation. L'Érythrée estime également que la période prévue pour la démarcation ne devrait pas rester ouverte, mais devrait être limitée à un maximum de six mois, ce qui est largement suffisant pour achever le travail technique de démarcation.

Sur la section relative aux recommandations, l'opinion de l'Érythrée est la suivante :

Sur la question du redéploiement et de la démilitarisation, l'Érythrée estime qu'après la mise en place d'un cessez-le-feu officiel et le déploiement sur le terrain d'observateurs militaires, la démarcation peut être effectuée rapidement sans une opération compliquée et laborieuse de dégagement de centaines de milliers de soldats. Toutefois, l'Érythrée n'a

/...

aucune objection en principe au redéploiement dans le cadre d'une démilitarisation mutuelle. Elle demande donc une reformulation de la recommandation 3, qui devrait se lire comme suit : 'afin de créer les conditions propres à faciliter un règlement global et durable du conflit, les forces armées des deux parties dans le secteur de Mareb Setit devraient être redéployées, étant entendu que ce redéploiement ne déterminera pas le statut final de la zone concernée'.

Sur la question de l'administration, l'Érythrée a déclaré à maintes reprises qu'à l'instar de toutes les nations souveraines, elle ne peut tolérer une domination étrangère sur son propre territoire. En fait, la question de l'administration ne peut pas être dissociée de la question des frontières coloniales héritées. Par conséquent, pour des raisons de principe et afin de pas compliquer ou prolonger le conflit ainsi que pour des motifs pratiques, la suggestion concernant l'administration (c'est-à-dire la deuxième phrase de la recommandation 4 devrait être abandonnée et l'accent devrait être mis sur la démarcation accélérée de la frontière, qui permettra de résoudre automatiquement la question de l'administration. En fait, l'Érythrée est convaincue que, si l'Éthiopie n'avait pas imposé de conditions préalables et n'avait pas fait obstruction, nous aurions pu passer directement, après la mise en place du cessez-le-feu, à la démarcation et nous aurions déjà résolu le problème, même sans redéploiement.

Sur la question humanitaire, comme il est indiqué clairement dans le rapport soumis au sommet de l'Organe central, c'est uniquement l'Éthiopie qui a commis des violations flagrantes des droits de l'homme de ressortissants érythréens se trouvant en Éthiopie; alors que, en ce qui concerne l'Érythrée, il n'y a aucune 'action systématique ou officielle dirigée contre les Éthiopiens se trouvant en Érythrée'; le texte de la recommandation 8 devrait donc refléter ce fait en supprimant les mots 'mettre fin aux mesures dirigées contre la population civile' et, à l'alinéa b) de la recommandation 8, le mot 'indemniser' devrait être ajouté de sorte que les derniers mots se liraient comme suit : 'indemniser les personnes qui ont été expulsées'.

Les autres recommandations sont positives et acceptables pour l'Érythrée."

Les participants au sommet de l'Organe central ont entendu les exposés des deux parties et ont examiné le rapport de la délégation de haut niveau. Je ne peux pas affirmer que les débats ont été exhaustifs, étant donné les limites de temps et le fait que le sommet devait se pencher sur cinq autres situations de conflit dans le continent. En dehors des commentaires du Soudan, qui était ouvertement de connivence avec l'Éthiopie, la plupart des observations ont reconnu les progrès qui avaient été accomplis ainsi que la nécessité de poursuivre les travaux afin de combler le fossé entre les deux parties. Permettez-moi de noter ici que, comme il est indiqué clairement dans le rapport présenté par la délégation de haut niveau au sommet, l'Éthiopie n'a pas accepté l'Accord-cadre lui-même, mais plutôt sa propre version amendée de l'Accord.

À la fin de ses brèves délibérations, le sommet a adopté l'Accord-cadre de la délégation de haut niveau, tout en notant les positions divergentes des deux parties. Il a également exhorté les deux parties à coopérer avec l'OUA afin de créer les conditions nécessaires pour l'application de l'Accord-cadre.

L'Érythrée a ensuite notifié la délégation de haut niveau qu'elle attend sérieusement une réponse satisfaisante aux opinions et aux demandes qu'elle a soumises pour qu'elle soit en mesure de coopérer afin de créer les conditions nécessaires pour l'application de l'Accord-cadre.

ANNEXE II

Déclaration du Président de l'Érythrée, M. Isaias Afwerki,
à la réunion de l'Organe central de l'Organisation de
l'unité africaine, tenue à Ouagadougou, le 17 décembre 1998

Permettez-moi tout d'abord de remercier M. Blaise Compaore et le Gouvernement et le peuple du Burkina Faso pour leur accueil chaleureux et leur hospitalité. J'adresse également mes profonds remerciements à M. Compaore et aux membres de la délégation de haut niveau de l'OUA, ainsi qu'aux membres des comités de ministres et d'ambassadeurs, pour les nombreux efforts qu'ils ont déployés en vue de rétablir la paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Nous savons gré aux chefs d'État et de gouvernement et aux ministres d'avoir pris le temps de se rendre à Ouagadougou pour manifester leur engagement en faveur d'un règlement pacifique des nombreux conflits qui déchirent l'Afrique.

Voici maintenant six mois qu'a éclaté un regrettable conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Tout au long de cette période, on a peu à peu cerné les faits et mieux saisi les questions. L'OUA comprend mieux aujourd'hui les tenants et les aboutissants du conflit que lorsqu'elle s'est réunie ici même. Permettez-moi d'évoquer quelques-unes des principales questions qui se posent.

La cause du conflit

Le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie repose sur un différend frontalier. L'Éthiopie, au mépris de la Charte de l'OUA et du principe intangible du respect des frontières héritées du colonialisme, a violé de façon flagrante les frontières de l'Érythrée héritées de la colonisation italienne. L'une des manifestations les plus claires de l'agression éthiopienne contre l'Érythrée est une carte officielle publiée par l'Éthiopie en juillet 1997 et que cette dernière n'a pas encore désavouée, dans laquelle de vastes régions de l'Érythrée se trouvent incorporées à l'Éthiopie. Plus grave, l'Éthiopie a fait usage à plusieurs reprises de la force militaire pour occuper les régions de l'Érythrée qu'elle convoite.

Une paix durable ne pourra donc être instaurée que lorsque l'Éthiopie aura renoncé à ses revendications illicites sur l'Érythrée et aura déclaré sans équivoque qu'elle respecte les frontières coloniales entre les deux pays telles qu'elles ont été définies dans les traités de 1900, 1902 et 1908. Ces frontières sont celles qui marquent les limites de l'Érythrée depuis cette époque. L'Éthiopie reconnaît en paroles les frontières de l'Érythrée mais elle n'a montré nulle intention de les accepter ni de les respecter dans la pratique. Elle a tenté d'imposer des formules vagues et ambiguës, sachant fort bien que tant que l'on ne serait pas parvenu à une formulation claire et sans équivoque, la question resterait indéfiniment sujette à controverses. Cela signifie aussi que le travail technique de démarcation, qui suppose une délimitation précise de la frontière, ne peut être mené à bien rapidement.

L'OUA a fait preuve d'une volonté inébranlable de ne pas revenir sur les frontières héritées du colonialisme et a rappelé ce principe dans les éléments d'un accord-cadre qui ont été soumis à l'examen des deux parties. Toutefois, compte tenu des intentions de l'Éthiopie, l'Érythrée tient à ce que le projet

/...

soit libellé de façon précise et soumis à l'examen d'experts juridiques afin de permettre un règlement rapide du différend et d'éviter les interprétations multiples qui pourraient conduire à des controverses sans fin.

Recours à la force

Alors que l'Éthiopie est restée muette sur la question fondamentale des frontières coloniales, on n'entend plus qu'elle sur la question du recours à la force. Non seulement elle accuse l'Érythrée de l'avoir attaquée et d'utiliser la force pour créer une situation de fait, mais elle va jusqu'à l'accuser de vouer un culte au fusil, de faire une fixation sur le fusil et d'être obnubilée par sa propre invincibilité. Dans l'aide-mémoire qui vous a été envoyé par l'Éthiopie, et d'où j'extrais ces expressions, elle accuse également l'Érythrée d'avoir une mentalité étrange, d'être malade, de mépriser l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le droit international et d'ignorer les comportements civilisés et la courtoisie, tout cela dans un langage dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est loin d'être courtois.

Non contente de donner une version mensongère des faits dans le conflit entre les deux pays, l'Éthiopie accuse également l'Érythrée d'être une source de tension et d'incompréhension entre les États, prenant comme prétexte les relations de l'Érythrée avec ses voisins. Or, comme chacun sait, les relations de l'Érythrée avec le Soudan ne sont pas très différentes des relations que l'Éthiopie et d'autres pays de la région entretiennent avec ce pays. Quant au différend avec le Yémen, avant l'indépendance de l'Érythrée, l'Éthiopie considérait que les îles Hanish faisaient partie intégrante de son territoire souverain. Au demeurant, les éléments de preuve présentés par l'Érythrée au tribunal d'arbitrage étaient dans une large mesure fondés sur des documents fournis par le Gouvernement éthiopien de l'époque, notamment l'exercice de la juridiction pénale sur des actes commis dans les îles, la réglementation des activités de prospection pétrolière et même une cassette vidéo montrant une visite d'inspection effectuée par l'ancien Président de l'Éthiopie, le colonel Mengistu, à bord du vaisseau Ethiopia. Le virage à 180 degrés du Gouvernement n'a rien de surprenant; comme à l'accoutumée, celui-ci cherche à masquer ses faiblesses en ayant recours à la diffamation.

En clamant des insultes, l'Éthiopie vise à noyer les faits dans une mer d'accusations. C'est le cas classique du voleur criant de toutes ses forces "au voleur!". Toutefois, les faits parlent d'eux-mêmes. Grâce en partie aux travaux de la délégation de haut niveau de l'OUA, il est désormais établi que le conflit n'a pas surgi du néant le 12 mai 1998. Il remonte à 10 mois plus tôt au moins, au 12 juillet 1997, date à laquelle l'Éthiopie a envoyé deux bataillons pour occuper la région d'Adi Murug, en Érythrée, désorganiser l'administration en place et installer une nouvelle administration, créant ainsi par la force une situation de fait sur le terrain. Le même jour, mais dans une région située à des centaines de kilomètres de là, elle a intensifié ses attaques dans la région de Badme, en vue de forcer les Érythréens à quitter leurs villages en les terrorisant, en détruisant leurs maisons, en brûlant leurs récoltes et en amenant des colons éthiopiens pour prendre leur place.

Si nous vouions un culte au fusil, comme nos collègues éthiopiens qui ont été nos plus proches alliés pendant 22 ans l'ont découvert un beau jour, nous

/...

aurions eu recours à la force pour repousser l'agression éthiopienne. En fait, j'ai écrit au Premier Ministre éthiopien, que j'appelle camarade Meles puisque nous entretenons des liens étroits et partageons les mêmes conceptions, pour lui demander de redresser la situation et lui proposer de créer une commission frontalière mixte pour régler tout litige frontalier sur une base bilatérale et à l'amiable.

L'Éthiopie a adopté une démarche entièrement différente. Encouragée par la retenue de l'Érythrée, qu'elle a prise pour de la faiblesse, elle a poursuivi ses agressions en occupant encore plus de territoire et en déplaçant une population toujours plus nombreuse. Et finalement, le 6 mai 1998, elle a poussé plus loin les choses en attaquant une unité érythréenne et en poursuivant ses attaques les jours suivants, ce qui a enclenché une escalade de violences jusqu'au 12 mai, les deux côtés renforçant leurs effectifs.

Par la suite, ce fut bien pire encore de la part de l'Éthiopie. Contrairement à l'Érythrée qui, pendant 10 mois, a cherché patiemment une solution pacifique, l'Éthiopie, sûre de sa force en tant que grand pays et choisissant de recourir à la force, a déclaré la guerre à l'Érythrée immédiatement après les combats. Parallèlement, elle a cessé d'utiliser les ports érythréens, coupé les liaisons aériennes et les télécommunications et déployé presque toute son armée le long des frontières érythréennes, y compris dans les zones où il n'y avait pas d'incident frontalier. Deux semaines plus tard, elle a lancé la guerre terrestre et, le 5 juin, elle a aggravé le conflit frontalier en bombardant Asmara, la capitale érythréenne. Une fois de plus, l'Érythrée s'est trouvée forcée d'exercer son droit d'autodéfense.

Même rétrospectivement et compte tenu des actes perpétrés par la suite par l'Éthiopie, l'Érythrée ne regrette pas l'attitude de retenue et la ligne de conduite pacifique qu'elle a adoptées entre juillet 1997 et mai 1998. D'un autre côté, elle est convaincue qu'il ne faut pas, en acceptant ses exigences, récompenser l'Éthiopie d'avoir suscité une crise en lançant une attaque puis, après l'échec de celle-ci, d'avoir déclaré la guerre à l'Érythrée et de l'avoir attaquée.

Je sais que, devant des versions contradictoires des événements qui ont abouti à la crise, il peut être difficile de se faire une opinion. C'est pourquoi l'Érythrée a demandé depuis le début une enquête indépendante sur ces événements, position que soutient maintenant la délégation de haut niveau de l'OUA. Malheureusement, l'enquête n'a pas eu lieu et il n'en est pas question dans l'Accord-cadre de l'OUA.

Cependant, même en l'absence d'une enquête, une chose est incontestable, à savoir que l'Éthiopie a constamment refusé de renoncer à l'usage de la force. En fait elle a recours à la menace de la force et la menace d'une guerre imminente pour forcer l'OUA et les autres parties concernées à imposer ses conditions à l'Érythrée. La menace proférée par les responsables éthiopiens à la veille du sommet, à savoir que si un règlement pacifique du conflit n'intervenait pas rapidement, ils "enterreront les dirigeants érythréens dans les trous que ceux-ci auraient eux-mêmes creusés", procède du même esprit.

/...

Expulsion d'Érythréens et confiscation de leurs propriétés

Plus encore que les actes d'agression commis par l'Éthiopie, son recours répété à la force et sa menace constante de la force, le coup le plus dur porté aux relations entre les deux pays, qui risque d'envenimer ces relations pendant de longues années, a été la décision de l'Éthiopie d'expulser la population érythréenne. Beaucoup d'Érythréens ont déjà été tués et des milliers dépérissent dans des camps de détention, dont plus de 1 500 dans un camp dans les environs d'Awassa. Plus de 42 000 personnes ont été expulsées et leurs biens, estimés à des centaines de millions de dollars, ont été confisqués. Ceux qui restent vivent dans la terreur, attendant que les soldats éthiopiens viennent frapper à leur porte au milieu de la nuit ou les arrêtent dans la rue, à leur travail, dans l'église ou dans la mosquée, avant de les expulser. Parmi les Érythréens expulsés, on compte des membres du personnel de l'OUA, du bureau de l'ONU à Addis-Abeba et de nombreuses ambassades africaines.

Pour cette question d'ordre humanitaire comme pour le reste, l'Éthiopie lance haut et fort des accusations infondées et monte de toutes pièces des histoires pour cacher qu'elle arrête et expulse des civils en masse uniquement à cause de leur nationalité. Elle tente aussi de justifier cette violation caractérisée des droits de l'homme en faisant passer les victimes pour des espions. Mais, dans ce cas au moins, elle ne s'en tirera pas à si bon compte, car la délégation de haut niveau de l'OUA précise bien qu'il n'y a aucune action systématique ou officielle dirigée contre des Éthiopiens en Érythrée. J'ai demandé que ce constat soit consigné dans l'Accord-cadre de l'OUA.

Redéploiement et administration

Vous reconnaîtrez avec moi, j'en suis sûr, que les questions du redéploiement et de l'administration doivent tenir compte de la situation géographique des régions considérées, à savoir si elles se trouvent en Érythrée ou en Éthiopie, ainsi que des causes du conflit, c'est-à-dire qui a utilisé la force, où et quand. Comme aucune enquête n'a permis de trancher ces questions cruciales – bien que l'Érythrée en réclame une depuis six mois –, toute proposition relative au redéploiement et à l'administration doit prendre cet aspect en considération.

Pour ce qui est du redéploiement, l'Érythrée considère que l'existence d'un cessez-le-feu et la présence d'observateurs militaires sur le terrain devraient permettre de délimiter rapidement le tracé de la frontière, sans les complications et les longs délais requis pour le dégagement de centaines de milliers de soldats. Cela dit, elle ne voit aucune objection en principe au redéploiement dans le cadre de la démilitarisation.

S'agissant de l'administration, l'Érythrée a fait savoir à plusieurs reprises qu'en tant que nation souveraine, elle ne saurait accepter que son territoire et sa population soient soumis à une administration étrangère. En réalité, la question de l'administration ne peut être dissociée du problème des frontières héritées de la colonisation. C'est pourquoi, pour des raisons de principe, pour éviter de compliquer et de prolonger le conflit et pour faciliter les choses (puisque'il est question d'une période de six mois seulement), il conviendrait d'abandonner la proposition relative à l'administration et de

/...

s'employer à accélérer la délimitation de la frontière, ce qui résoudra automatiquement la question de l'administration. En fait, l'Érythrée est convaincue que, s'il n'y avait pas eu les exigences préalables et les obstacles créés par l'Éthiopie, nous aurions pu, dès le cessez-le-feu en vigueur, passer directement à la délimitation de la frontière et le problème aurait déjà été réglé, même sans démilitarisation.

Si, au risque d'abuser de votre temps, j'ai parlé si longuement, c'est parce que l'Éthiopie a tout fait pour brouiller les pistes. Le mois dernier, j'ai exposé ici, à Ouagadougou, la position que l'Érythrée a initialement adoptée, après mûre réflexion, à propos des éléments de l'Accord-cadre qui a été soumis pour examen aux deux parties. Depuis lors, nous avons étudié ces éléments en détail. Comme nous avons besoin de précisions sur un certain nombre de points – nous cherchons d'ailleurs à en obtenir depuis le début de l'initiative de paix lancée par l'OUA – nous avons prié le Secrétaire général de l'OUA, M. Salim, de venir à Asmara et nous lui avons posé nos questions. Hier, j'ai communiqué à M. Blaise Compaore un texte exposant notre position, sous réserve des précisions que nous n'avons pas encore pu obtenir.

Dans ce texte, l'Érythrée réaffirme son attachement aux trois principes essentiels qui devront régir un règlement pacifique du conflit. En ce qui concerne la question fondamentale des frontières, nous demandons que des termes juridiques précis soient employés, ce qui ne devrait pas poser de problème si l'on s'engage véritablement à respecter les frontières coloniales. Nous demandons que le paragraphe relatif aux questions humanitaires soit étoffé et tienne compte du fait que tous les torts incombent à l'Éthiopie. Nous demandons, pour des questions de principe et pour éviter que la situation ne se prolonge et ne devienne plus complexe encore, que la phrase concernant l'administration soit supprimée. En outre, bien que nous soyons convaincus que, après l'arrêt des hostilités, la démarcation pourrait être menée à bien rapidement, nous déclarons que nous sommes prêts à redéployer nos forces dans le cadre d'une démilitarisation des deux parties.

Comme indiqué dans l'Aide-Mémoire et la lettre d'accompagnement du Premier Ministre éthiopien, l'Éthiopie est déterminée à forcer la main à l'OUA pour imposer ses conditions à l'Érythrée. Elle a déclaré que si elle n'obtenait pas satisfaction, cela pourrait avoir des conséquences très graves. Elle a ouvertement dit que l'OUA abdiquerait ses responsabilités si elle rejetait le point de vue de l'Éthiopie. Elle est même allée jusqu'à dire que non seulement la crédibilité, mais l'avenir même de l'OUA étaient en cause. Que le Gouvernement éthiopien laisse entendre, à l'heure où l'OUA est aux prises avec de nombreux conflits, que celle-ci irait à sa perte si elle n'adoptait pas une attitude partisane, donne la mesure des prétentions de l'Éthiopie.

Par ces vaines tentatives d'intimidation, l'Éthiopie cherche à éviter qu'un réel débat ne soit engagé pour aborder tous les aspects du problème. Il est évident qu'elle ne souhaite pas que ce sommet permette de progresser sur la voie de la paix, mais qu'elle espère au contraire que les efforts de l'OUA resteront vains. Je suis pour ma part convaincu que l'OUA, grâce aux efforts que son Président, M. Compaore, et les membres de la délégation de haut niveau déploient sans compter, a déjà fait beaucoup pour rapprocher les parties, qu'elle poursuivra dans cette voie et nous aidera à rétablir la paix.

/...

ANNEXE III

Extrait du communiqué publié le 17 décembre 1998 par la quatrième session ordinaire de l'Organe central du mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits de l'Organisation de l'unité africaine, tenue à Ouagadougou

Différend entre l'Érythrée et l'Éthiopie

"L'Organe central a examiné le rapport de la délégation de haut niveau de l'OUA sur le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Il a félicité la délégation des efforts louables qu'elle avait déployés afin de promouvoir un règlement pacifique et global du différend.

L'Organe central a pris note des positions respectives des deux parties concernant les propositions de la délégation de haut niveau.

L'Organe central a approuvé les propositions relatives à un Accord-cadre soumises par la délégation de haut niveau de l'OUA aux deux parties, qui constituent un cadre approprié pour le règlement du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

L'Organe central souhaite remercier les deux parties de la confiance qu'elles ont placée dans l'OUA et de la coopération qu'elles ont offerte à la délégation de haut niveau de l'OUA dans l'exécution de son mandat ainsi que pour la modération dont elles ont fait preuve.

L'Organe central prie instamment la délégation de haut niveau de l'OUA de rester saisie du différend et demande aux deux parties de continuer à coopérer avec la délégation afin de créer les conditions nécessaires pour l'application rapide de l'Accord-cadre. L'Organe central exhorte également les deux parties à continuer de faire preuve de modération.
